



Un détournement de mission

La mission première de notre société d'État a été détournée: au fil des ans les gouvernements ont demandé à HQ de faire le plus de profit possible pour s'en accaparer une part toujours plus grande. Le gouvernement du Québec récolte maintenant 75% des bénéfices nets d'Hydro, qui étaient de 2726 millions \$ en 2012. Loin de renverser la vapeur, le budget 2013-14 du Parti Québécois trouve des façons d'aller chercher encore plus d'argent! Mais Hydro-Québec n'est pas une vache à lait! Gonfler les tarifs d'Hydro pour financer l'État, c'est une taxe! Voulons-nous d'une taxe sur un service essentiel? **Non!**

Le bloc patrimonial (BP), c'est quoi?

Le BP est une quantité d'électricité que doit produire annuellement HQ afin de répondre aux besoins des Québécois. Présentement, le BP suffit à combler 95% des besoins

en électricité prévus pour 2013. Hydro-Québec réalise un profit de 950 millions \$ sur la vente du BP, même si ce tarif est gelé depuis 2000: ça représente une marge de profit de 22,5%! (marge de profit moyenne des entreprises canadiennes en 2012: 8,5%!)

Le prix actuel du BP dépasse largement le coût de la production de l'électricité réalisée à partir des grandes centrales hydroélectriques issues de la nationalisation des années 60.

Alors l'électricité est-elle offerte à rabais aux Québécois-es, comme on l'entend souvent dire?

Pas du tout!

Qu'arrivera-t-il du prix du BP?

Malgré tout, le gouvernement du Parti Québécois a annoncé le dégel du prix du BP à partir du 1er janvier 2014. Ce dégel du BP provoquera une série de hausses de tarifs qui s'additionneront aux hausses annuelles déjà décrétées par la Régie de l'énergie... et ce, à perpétuité! Ce dégel s'ajoute aux autres hausses de tarifs dans les services publics, plutôt que de miser sur une fiscalité progressive telle que l'est l'impôt sur le revenu.

D'autant plus que les grandes industries sont exemptées de ce dégel du BP et que leur part sera défrayée par les consommateurs résidentiels et les petites entreprises!

En résumé

L'augmentation des tarifs d'électricité frappe durement les ménages moins fortunés pour qui la facture d'électricité représente jusqu'à 10% de leur revenu (en comparaison à 1,5% du revenu des mieux nantis). La hausse des tarifs d'électricité est une forme de taxation régressive car les ménages les moins fortunés paient davantage en proportion de leurs revenus. Et c'est pourquoi nous ne voulons pas que l'État se finance par nos factures d'électricité!

La mission première d'Hydro-Québec, c'est de garantir à toutes et tous l'accès au service essentiel qu'est l'électricité à un coût bas. Point!





L'électricité, service essentiel?

Oui! Hydro-Québec (HQ) reconnaît que: « l'électricité est un service essentiel pour tous les ménages [...]. C'est pourquoi aucun client résidentiel n'est privé d'électricité pour raison de non-paiement en période hivernale. »

Pourquoi avons-nous nationalisé l'électricité?

Pour assurer à toutes et tous l'accès à l'électricité. À l'époque de la nationalisation, la mission d'HQ était de: « fournir l'énergie [...] aux taux les plus bas compatibles avec une saine administration financière ». HQ remplit-elle encore cette mission? **Non!**

Qu'est-ce que la coalition?

La Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics a été formée à l'automne 2009 suite à l'énoncé économique de la ministre des Finances de l'époque, qui annonçait l'intention du gouvernement de résoudre la « crise des finances publiques » par un retour rapide à l'équilibre budgétaire et le recours pour ce faire à des mesures importantes d'austérité budgétaire et la hausse des tarifs

Rapidement, des dizaines de groupes répondent à l'appel et adhèrent à la nouvelle coalition, sur la base d'une déclaration de principes. Des groupes sociaux d'horizons divers, principalement des regroupement nationaux et régionaux, en sont membres. Ces groupes représentent des secteurs allant des centres de femmes aux personnes retraitées, en passant par les groupes oeuvrant en économie familiale et en consommation, les groupes de défense des droits et libertés, des syndicats indépendants, des conseil syndicaux régionaux, les associations étudiantes, les groupes de lutte contre la pauvreté et d'éducation populaire ou d'action communautaire autonomes, etc.



www.NonAuxHausses.org

info@NonAuxHausses.org

En collaboration avec:



LE COURANT AVANT LE PROFIT



Les nouvelles stratégies gouvernementales pour piger dans nos poches

